	Paris	Union Postale
Trois mois	8 fr. 50	11 fr.
Six mois	16 fr. 50	21 fr. 50
Un an	32 fr.	42 fr.

Compte de chèques postaux: 432, Bureau de Paris

Les Abonnements partent du 1^{er} et 15
de chaque mois

LE SOIR

JOURNAL QUOTIDIEN D'INFORMATIONS ET DE DÉFENSE ÉCONOMIQUE

La Foire de Francfort

Qu'il me soit permis, en premier lieu, de constater que, d'une manière générale, les informations sur l'Allemagne que l'on trouve dans toute la presse française sont, je ne dirai pas trop optimistes, car en cette matière la valeur des mots change bien souvent, mais trop exagérées, en ce sens qu'elles tendent presque systématiquement à représenter les choses d'Allemagne comme favorables à tous égards. En réalité, l'Allemagne souffre d'une crise économique et sociale formidable. Le passage de l'industrie, du régime de guerre au régime de paix, s'est fait là-bas plus péniblement que partout ailleurs, parce que, dans une grande partie de l'industrie, on travaillait avec des succédanés, des « ersatz ». Dès la conclusion de l'armistice, les produits naturels étant rentrés dans le pays, clandestinement ou ouvertement, les industries n'eurent pas le temps de s'adapter au nouvel ordre de choses, le Gouvernement fut impuissant à s'opposer à l'importation des produits de l'étranger, de sorte qu'il en résulta une crise économique très grave, dont on peut suivre les effets dans la publication des bilans des entreprises particulières. Un grand nombre de celles-ci accusent des pertes sérieuses; d'autres, des diminutions sensibles de leurs bénéfices habituels.

Pour éviter la banqueroute et la ruine, les industriels allemands se virent contraints de se procurer immédiatement des matières premières, dans un moment où la situation internationale n'était rien moins que favorable pour eux. On entend souvent dire, en Allemagne, que ce sont les financiers anglais et américains qui ont influé sur la prolongation indéfinie de l'armistice, parce qu'ils avaient gros à gagner de l'état d'anarchie qui en résultait. Quoi qu'il en soit, les Allemands se mirent résolument à l'œuvre. Ils essayèrent tout d'abord d'un système de politique étatique, la *Planwirtschaft*, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs. Entre autres inconvénients déjà signalés, ce système en avait encore un de fondamental au point de vue qui nous occupe présentement: il faisait reposer la base de tout l'édifice sur le crédit de l'Etat. Or, depuis la défaite, ce crédit est tout à fait inexistant, à ce point que les financiers américains préfèrent pour gages de leurs avances diverses, des hypothèques sur les villes de la zone d'occupation ou sur les ports contrôlés par les Alliés.

On fut donc obligé de renoncer à une politique méthodique et de s'en remettre à l'initiative privée, non pas à un libre jeu des forces naturelles, impossible à réaliser dans un moment où toutes les bases de la vie économique sont faussées, mais à une exploitation empirique des circonstances du moment. Au point de vue de la sociologie et de la documentation impartiale auquel nous nous plaçons, c'était un pis-aller. Les Allemands essayèrent toutefois de l'exploiter de la meilleure façon possible. Ils s'en remirent à leur Foire de Leipzig. Ils créèrent celle de Francfort et d'autres encore. Ils organisèrent aussi des associations économiques mixtes avec des commerçants de chacun des pays dans lesquels ils avaient des chances de renouer immédiatement des relations commerciales. Nous ne pouvons pas, toutefois, les étudier dans le cadre étroit de cet article.

Il ne faudrait pas tomber d'un extrême à l'autre et dénigrer systématiquement les résultats des foires allemandes en regard des buts qu'elles cherchaient à atteindre. Cependant il n'est pas sans intérêt de relever les chiffres qu'elles ont annoncés. La foire de Leipzig a réuni environ 9.000 adhérents et 120.000 visiteurs. Ce sont de beaux chiffres. Cependant sur le premier, 375 seulement étaient étrangers. Le nombre des visiteurs non-Allemands n'a pas dépassé 5.000 ou 6.000.

En ce qui concerne Francfort les résultats sont encore moins brillants. Il est vrai que, pour cette dernière, la période de propagande a été très courte. Il est vrai aussi qu'il s'agit d'une entreprise dissidente dont les buts n'apparaissent pas clairement. Elle a joué des mêmes avantages que Leipzig. Les autorités allemandes, Ebert en tête, y ont fait la même visite qu'à Leipzig et cependant on relève dans la presse allemande et dans les milieux industriels une opposition systématique contre l'organisation de Francfort.

Dans le *Welthandel*, de Berlin, le principal organe économique d'Allemagne, nous relevons les appréciations suivantes du rédacteur envoyé spécialement à Francfort:

« Des 2.000 exposants qui formaient la foire, 120 à 140, 160 au plus, étaient étrangers. Voilà qui n'est pas pour justifier le titre de « Foire d'importation » que la nouvelle entreprise s'est donnée. Du reste, ce sont principalement des maisons de produits fabriqués qui sont venues à Francfort. C'est en vain que l'on y recherchait les maisons étrangères qui exposaient des matières premières. Il n'y avait dans ce domaine que quelques maisons de commissions, lesquelles exposaient surtout des denrées alimentaires. Etant donné que le ministère des Finances n'avait autorisé l'entrée que de 6 millions de francs de produits fabriqués dont 5 millions pour les textiles, il est compréhensible que les affaires des maisons allemandes avec ces exposants ont dû se limiter très étroitement ».

Le rédacteur que nous citons critique ensuite l'organisation de la Foire où, dit-il, « tout était péle-mêle, et où les branches les plus diverses étaient groupées ensemble ». Puis, plus loin, il déclare ouvertement que la Foire, en soi, a été un insuccès notoire.

« Nous avons nous-mêmes, dit-il, été à même de nous rendre compte que, dans beaucoup de stands, on jouait aux échecs

et aux dames et que, dans d'autres, les vendeurs s'étaient endormis sur leurs chaises « à force de fatigue causée par les affaires ». Une série d'adhérents faisaient leurs malles le troisième jour déjà. Parmi ces derniers, il y avait plusieurs grandes maisons, qui avaient toujours conclu d'importantes affaires à Leipzig.

Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans les discussions intérieures d'Allemagne, c'est pourquoi nous ne suivrons pas le correspondant du *Welthandel*, plus loin. Il serait injuste toutefois d'omettre d'indiquer que son article comprend trois pages de journal grand format dans deux numéros de son journal, ce qui est intéressant en soi, parce que cela indique comment la presse économique allemande soutient les efforts du commerce.

Il faut reconnaître aussi que sauf ces critiques, le reste de l'article est une étude impartiale de l'institution, de ses défauts et des améliorations qu'il est possible de lui apporter. Il a, en outre, le mérite de déclarer expressément que, quoi qu'il y ait lieu de critiquer en l'organisation nouvelle, au point de vue de la dispersion des foires allemandes, il ne méconnaît nullement les avantages que peut présenter Francfort, en raison de sa position géographique et en qualité d'ancienne ville de foire renommée.

La *Gazette de Francfort* reconnaît aussi que quoique, à certains égards, la foire ait dépassé les espérances conçues, elle n'a pas atteint pour cette fois le but qu'elle s'était proposé.

« Parmi les étrangers, dit-elle, les Suisses et les Hollandais étaient les plus nombreux. De nos ci-devant ennemis, les Français étaient venus en plus grand nombre. Il s'agit ici de maisons qui, pour la plupart, possèdent déjà des filiales dans les territoires occupés, ou qui ont des agents en Allemagne. Ce ne sont pas dans tous les cas les producteurs eux-mêmes qui figurent à la Foire. Une maison danoise vendait des chaussures américaines et une firme française des huiles pour machines provenant des Etats-Unis. Ce qui caractérisait certaines firmes adhérentes, c'est l'universalité des produits qu'elles exposaient: une maison américaine offrait des matières premières pour l'industrie textile, des produits chimiques, des denrées alimentaires de toutes sortes, des fourrages, des huiles et graisses pour usages techniques, des articles de fer et d'acier, des tôles de zinc, des fils de cuivre, des métaux, des outils, des cuirs de tous genres, du caoutchouc brut et du charbon. Il est difficile d'offrir davantage. De même une maison française vendait l'étonnante exposition ci-après: des articles de parfumerie, des chaussures d'ouvriers, des échantillons de cuir, des pneus de caoutchouc, des échantillons de soie et de laine. Une maison anglaise avec succursale à Cologne s'offrait même comme intermédiaire pour l'achat et la vente de tous les articles désirables ».

Mieux que tous les commentaires possibles, cette énumération montre l'échec de la tentative de Francfort. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir outre mesure. En présence de la situation intérieure en Allemagne, en présence de l'hiver qui vient, il serait difficilement désirable que l'Allemagne puisse travailler normalement. La situation actuelle n'est profitable qu'aux mercantis et aux accapareurs qui, en Allemagne, font des affaires d'or, comme l'ont prouvé les récents débats à l'Assemblée Nationale. Mais c'est au détriment des pays qui bordent l'Empire, qu'ils inondent de produits à bon marché par des voies détournées et illicites, en spéculant sur la situation de leur change. L'intérêt de l'Europe c'est que l'industrie allemande puisse travailler normalement et paisiblement. Nous nous expliquons plus clairement dans un prochain article.

A. P.

A nos Abonnés

Nos amis, abonnés et lecteurs, n'ignorent pas que le degré de vitalité d'un journal est intimement lié aux circonstances du moment. Le prix élevé du papier et de toutes autres matières nécessaires à l'impression, les augmentations successives des salaires, enfin l'ensemble des frais généraux, qui suivent le même mouvement ascendant, vont nous obliger à modifier très prochainement les tarifs de nos abonnements.

Le SOIR et le JOURNAL DU COMMERCE, organes spécialisés et, comme tels, exigeant une rédaction technique et des correspondants idoines, n'ont pas, jusqu'à présent, été taxés au prix réel qui correspond à leur valeur documentaire.

Des modifications s'imposent. Le SOIR et le JOURNAL DU COMMERCE deviendront indépendants. Tandis que le SOIR continuera son œuvre de défense économique et sociale, le JOURNAL DU COMMERCE développera ses rubriques techniques qui le font apprécier de nos industriels et commerçants. Tous deux vont paraître sur grand format. Nous avons décidé de créer trois tarifs distincts d'abonnement. Le premier fixe les prix du SOIR et du JOURNAL DU COMMERCE réunis, le second concerne le SOIR seul et le troisième le JOURNAL DU COMMERCE seul.

Les transformations que nous apporterons à ces deux organes justifient amplement les légères augmentations de prix que nous allons devoir imposer à nos abonnés et que nous indiquerons dans quelques jours.

Chronique électorale

— La distribution des cartes électorales commencera le 12 novembre, de 10 heures à 18 heures. Les lieux de distribution seront affichés ultérieurement par des affiches apposées à la porte des mairies et des autres monuments publics.

— Une liste dite des « techniciens syndicalistes » est formée dans la 4^e Circonscription de la Seine, c'est-à-dire la banlieue. Elle est composée de M. Moreau, ingénieur mécanicien, et de M. Archer. M. Archer est président du Syndicat des Ingénieurs des Mines. Il est inventeur du canon de tranchées qui porte son nom et qui occasionna une vive polémique entre les polytechniciens et les ingénieurs civils.

— Une liste conservatrice est formée dans la Gironde. Elle comprend notamment le nom de M. Raoul Saint-Marc, industriel, Auguste Journu, négociant, tous deux adjoints au maire de Bordeaux, et M. Joseph Lout, propriétaire de la marque des Conserves et Chocolats. En tête de liste, figure le colonel Milleret, propriétaire du Clos Haut-Brion.

— Si l'agitation est grande aux réunions de M. Léon Daudet, de M. Painlevé, de M. Gustave Téry, la troisième circonscription parisienne n'est guère émue par les campagnes électorales de la liste radi-rose, qui englobe le consortium des sortants de M. Desplas à M. Charles Leboucq, en passant par le très catholique Marc Sangnier, M. Delaunay-Belleville et M. Rougier.

On ne signale, en effet, aucune réunion de ces candidats. Du reste, que diraient-ils? M. Rougier ne pourrait cependant pas raconter les péripéties de ses diverses missions au Brésil; M. Delaunay-Belleville ne pourrait non plus raconter à ses électeurs l'art et la manière de préparer un contrat avec le ministère de l'Armement; les députés-avocats-hommes d'affaires ne pourraient pas ajouter une nouvelle page à la « Comédie Humaine » de Balzac en narrant leurs petites combinaisons. Alors? Alors... la liste d'entente républicaine ne donne pas de réunions.

Il y a dans la troisième circonscription des anciens combattants; ceux-là se rappellent sans doute certains haricots tour à tour refusés par la troupe, par les prisonniers de guerre et par les pores de l'Intendance. Quelques-uns parmi ces anciens combattants savent sans doute que c'est M. Rougier, capitaine à l'époque, qui acheta ces haricots au Brésil à des prix fort onéreux pour nos finances. Aussi, M. Rougier, candidat, préfère-t-il rester tranquille dans le petit hôtel particulier que sa mission lui a permis de meubler confortablement plutôt que d'aller dans des salles de réunions publiques encourir des reproches légitimes.

Ce M. Rougier a des méthodes électorales aussi originales que ses méthodes d'achat. Lorsqu'il partit pour le Brésil, avec mission d'acheter des haricots, il s'empressa de faire savoir à tous les vendeurs qu'il avait besoin d'une énorme quantité de ces légumes; aussi les vendeurs, prévenus d'avance, se réunirent immédiatement, remirent toutes leurs marchandises à une Société qu'ils établirent en commun et qui traita avec M. Rougier sur un tarif supérieur de 20 à 25 0/0 au taux enregistré pour ces légumes au jour de l'arrivée du « missionnaire ».

Les Brésiliens lui en sont, du reste, reconnaissants et M. Rougier en est aussi reconnaissant aux Brésiliens: un groupe brésilien vient, en effet, d'acheter à M. Israël, qui se présente dans l'Aube, le journal *l'Événement*. En plein Paris, ce journal soutiendra les intérêts brésiliens, c'est-à-dire, sans doute, le projet de Monzie sur la région intéressée pour l'achat des cafés, etc...

Or, M. Delaunay-Belleville qui déjà s'intéressait aux affaires de France et aux affaires de l'Europe Orientale, s'intéresse maintenant aux affaires brésiliennes. M. Delaunay-Belleville en favorisant les affaires brésiliennes va inévitablement desservir les affaires du Havre et des importateurs français. Non seulement la chose est paradoxale en soi mais elle se corse encore si l'on songe que M. Delaunay-Belleville est vice-président de l'Union des Intérêts Économiques, union à la prospérité de laquelle le Havre et les importateurs de café collaborent financièrement.

Quelle liste: M. Rougier, M. Leboucq, M. Delaunay-Belleville.

Heureusement que ces petites facéties électorales ne tirent point à conséquence. Ces listes-là ne sont pas dangereuses: c'est l'internède comique.

— Une nouvelle liste radicale a vu le jour dans le premier secteur Montmartre-Batignolles-Monceau. Elle comprend les noms du professeur Pinard, de M. Louis Brunet, industriel; Paul Fa'ot, industriel; Jacques Helbronner, Jaubert, etc... M. Helbronner fut le collaborateur de M. Painlevé au ministère de la Guerre.

On ne sait si cette liste poursuivra la lutte jusqu'au 16 novembre, différentes transactions étant déjà officieusement entamées avec l'Alliance Démocratique et divers organismes.

— Encore un général candidat: c'est le général Maitrot qui vient de constituer une liste républicaine démocratique libérale.

— Ce pauvre M. Lebrun va subir la fantaisie du dictateur. Hier, à 11 heures, M. Clemenceau, retour de sa visite à Kehl, se disposait à recevoir, dans les salons du commissariat général de Strasbourg, quand M. Lebrun, s'approchant de lui, lui dit:

« Monsieur le président, je vais vous demander la permission de prendre congé de vous maintenant et de ne pas vous accompagner cet après-midi. J'ai une importante

Pour augmenter la production

En Angleterre, M. A. Beck, de l'Union nationale des manufacturiers, cherche dans un projet à résoudre le problème de l'augmentation de la production. Il explique qu'un manufacturier trouvant la production de travail inférieure à ce qu'elle doit être, doit afficher une note dans l'atelier déclarant que la production moyenne par homme et par heure « a été, pendant X jours tant pour cent inférieure à ce qu'elle était avant guerre, à ce qu'elle est dans les ateliers similaires des autres manufactures du pays, et ce qu'elle est dans les mêmes ateliers à l'étranger ».

Si dix jours après la date de la publication de la note (qui doit comprendre une semaine complète de salaire) la production n'a pas atteint le pourcentage indiqué, le patron sera autorisé à en aviser la Chambre de commerce, lui demandant de nommer une commission d'enquête qui sera chargée d'agir selon les pouvoirs qui lui seront conférés.

Pour encourager l'initiative de l'employé, il sera permis à tout ouvrier de suggérer à l'employeur tous les moyens qu'il croira bons pour augmenter la production; et, le comité pourra décerner à cet ouvrier une somme minima de 5 livres, elle ne pourra non plus être supérieure à 50 livres. Cette récompense incombera au manufacturier.

À la réception de la note-affiche du manufacturier, la Chambre de commerce nommerait une commission formée de: deux membres de la direction, deux ouvriers et deux membres du comité. Elle devra être formée dans un délai de dix jours à partir de la date de la réception de la note par la Chambre de commerce. Cette commission aura le droit de faire citer des témoins et de les interroger après avoir fait prêter serment.

Si cette commission prouve que la cause de la diminution de production provient du patron, ou ne peut être prouvée, le patron sera condamné aux frais. Si la commission prouve que le patron a agi d'une manière vétoicitaire, le comité pourra lui infliger une amende de 50 livres. Si la commission considère que la diminution de production existe réellement mais que la faute n'en incombe pas plus à l'une qu'à l'autre partie, le comité aura le droit d'ajourner sa décision afin de permettre à la partie fautive de pouvoir expérimenter les conseils qu'il croira utile de lui donner. Si, enfin, le comité considère que la faute incombe à l'ouvrier, il aura le droit d'imposer au patron la réduction d'un certain pourcentage des salaires des ouvriers travaillant dans l'atelier ou à la diminution de production aura été constatée.

Cette réduction du salaire sera égale au montant du pourcentage manquant dans la production que les ouvriers auraient dû fournir.

Un meeting spécial de la Midland Branch de l'Union Nationale des manufacturiers aura lieu prochainement, afin d'étudier l'adaptation de ce projet.

La production du caoutchouc en 1919

La production totale du caoutchouc de plantations s'élèvera probablement à 320.000 tonnes.

Les prévisions concernant la production du caoutchouc sauvage étant de 40.000 tonnes, la production mondiale atteindrait 360.000 contre 240.000 tonnes l'année dernière.

Par contre, la consommation mondiale est évaluée à 350.000 tonnes, partagée de la façon suivante:

Etats-Unis	220.000 tonnes.
Angleterre	40.000 —
France	30.000 —
Italie	15.000 —
Canada	10.000 —
Japon	10.000 —
Autres pays	25.000 —
Total	350.000 tonnes.

réunion électorale qui se tient ce soir en Lorraine et ma présence y est indispensable.

« Bien, répliqua le président du Conseil; mais précisément, à propos des élections de Meurthe-et-Moselle, j'ai à vous dire qu'il est absolument impossible que votre nom figure sur la même liste que M. Marin. Je ne puis admettre qu'un député qui a voté contre le traité de paix fasse liste commune avec un membre du Gouvernement. Il faut donc ou bien que vous retirez le nom de M. Marin de votre liste, ou bien que vous me remettiez votre démission de ministre. »

M. Stéphane Lauzanne, rédacteur en chef du *Matin*, qui fut témoin de l'incident, note que M. Lebrun ne répondit pas et prit le train Nancy.

Quelle triste chose de voir un homme estimé comme le fut M. Clemenceau s'arrêter à ces vengeances mesquines! Il faut espérer que M. Lebrun saura choisir dans l'intérêt du pays: sa circonscription. Il aura, en outre, l'honneur d'être en liste avec un homme brave, droit et courageux: M. Louis Marin.

La Meurthe-et-Moselle, département martyr, a exigé l'union de tous ses représentants. M. Clemenceau prétend la rompre. M. Lebrun ne doit pas oublier son devoir. Entre son « maître » qui le traite publiquement comme on traite un laquais et entre l'union sans laquelle son département ne pourrait regagner, M. Lebrun a son devoir tout tracé.

Le déplorable impôt sur les bénéfices de guerre

Notre campagne pour la suppression de l'impôt sur les bénéfices de guerre ne tend aucunement, est-il besoin de le dire, au dégrèvement total des commerçants et des industriels qui doivent supporter leur quote-part d'impôts, mais proportionnellement établie et comme tous les citoyens. Nous avons simplement voulu prouver que, sur des bases aussi iniques, cet impôt ne pouvait être maintenu, encore une année, sans causer le plus grand préjudice aux affaires, et par voie de conséquence, au pays lui-même.

Il n'est certes pas un Français qui veuille se soustraire aux impôts, si lourds soient-ils. Mais au moins faut-il que ces impôts soient absolument équitables, ce qui n'est pas le cas pour la loi sur les bénéfices de guerre.

Aussi bien est-il absolument nécessaire que cette loi, subie par patriotisme durant les hostilités, soit remplacée par un tout autre système fiscal.

En fait, la guerre est finie depuis un an. Ce ne sont donc pas des bénéfices de guerre qu'on impose depuis le 11 novembre 1918 et qu'on aurait l'intention d'imposer jusqu'en 1920.

Rien ne serait donc plus injuste que de maintenir aussi longtemps cet impôt.

Il est impossible de s'attendre à une diminution du coût de la vie tant que les commerçants seront grevés sur de pareilles bases.

L'opinion quasi-unanime du commerce est que la disparition de la loi du 1^{er} juillet 1916, celle-ci doit-elle être remplacée par une contribution aussi lourde, mais assise sur d'autres bases, serait le signal d'une reprise considérable des affaires. Les projets ne manquent pas. Que sur cette question, comme sur tant d'autres, le gouvernement veuille bien consulter les intéressés par l'intermédiaire des hommes les plus qualifiés. Il sera surpris de la quantité d'idées justes et ingénieuses qui lui seront soumises!

Quelle que soit la base de la future contribution, il paraît difficile qu'elle soit plus néfaste pour les intérêts français que celle de l'impôt qu'elle remplacera. Celui-ci est, en effet, un remarquable exemple de la déviation radicale que peut subir, dans l'application, une idée parfaitement juste.

Rien de plus équitable que l'obligation pour tous les citoyens qui ont réalisé, au cours de la guerre, des bénéfices supérieurs à ceux qu'ils réalisaient avant les hostilités, de verser, dans les caisses de l'Etat, une part très importante de ces bénéfices supplémentaires. Personne ne saurait s'élever contre ce principe de haute moralité.

Mais, dans la pratique, cette conception initiale si rationnelle est devenue non seulement une prime à la fraude, mais une entrave presque insurmontable au développement de notre industrie. Les capitaux hésitent, à l'heure présente, à s'engager dans des combinaisons qui leur laissent l'intégralité des chances de pertes et limitent de 50 à 80 0/0 leurs chances de bénéfices.

La fraude a pu se pratiquer en grand avec la loi de juillet 1916.

Au sujet de notre campagne un gros commerçant de Marseille, qui nous félicite, nous écrit:

Vous avez pleinement raison. Il n'y a que les vrais profiteurs de la guerre qui ne sont pas atteints, ou qui ont su trouver la combinaison.

Cet impôt est souverainement injuste, car les négociants ou industriels qui étaient établis avant la guerre, ont le droit de conserver les mêmes bénéfices, 15.000, 20, 30, 40, 50, 100.000 et au-dessus; ils ne partagent que le surplus avec l'Etat.

Tandis que le négociant ou l'industriel établi depuis la guerre, n'a que le droit de profiter pour tout bénéfice, y compris son travail et l'intérêt de son capital, qui 10.000 fr. Au surplus, s'il y arrive, il doit le partager avec l'Etat.

Celui-ci n'a pas le droit, comme vous l'avez dit, d'appointer sa femme qui pourtant travaille du matin au soir, alors que la femme du négociant d'avant-guerre reste appointée!

Avec la hausse constante de toutes les marchandises, augmentation de salaires, et la vie excessivement chère, on a accordé aux ouvriers, aux employés, aux fonctionnaires, aux hauts salariés de l'Etat, (des indemnités de vie chère; il n'y a que le commerçant qui doit se contenter de ses 10.000 francs.

Pendant ce temps, on crée toutes sortes de sinécures et d'emplois de faveurs richesment rémunérés, avec toutes sortes d'indemnités à des contrôleurs, vérificateurs, etc., etc., pour les besoins de la cause.

Il faut espérer qu'en persévérant dans cette campagne, vous parviendrez à faire abroger cet impôt déplorable.

De Saint-Etienne on nous écrit en core:

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos articles sur les bénéfices de guerre, et les approuve complètement. L'industrie est en

réellement placés sous le régime du « bon plaisir » et se sont persuadés que cette fautive loi, n'est pas appliquée uniformément, au surplus, c'est une loi de guerre, et il n'y a aucun qui les hostilités ont cessé.

Notre correspondant découvre à une nouvelle façon — et la plus pratique, certainement, de tourner la loi.

En effet, combien de sociétés anonymes ont dû se dissoudre et répartir les bénéfices à chaque actionnaire avant que le fisc ne vienne demander des comptes ?

Comment retrouver, récupérer la part de l'Etat dans des bénéfices répartis ?

On voit combien sont multiples et variés, pour les grosses entreprises, les procédés de fraude, les moyens de ne pas payer l'impôt sur les bénéfices de guerre.

Une loi qui impose lourdement les petits commerçants et industriels en permettant aux vrais fraudeurs de se soustraire à l'impôt, ne peut pas être maintenue encore un an.

Les courtiers et représentants en farines et semoules

Le Syndicat des négociants et courtiers représentants en grains, farines et fourrages, de Nice et des Alpes-Maritimes, vient d'adresser au préfet du département la lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Privés de leur gagne-pain, à la suite de la mainmise par l'Etat sur les blés et les farines, les courtiers en farine croyaient, la guerre finie, retrouver leur situation. Les mobilisés avaient encore plus de droit que les autres à retrouver leur place et toucher, comme indemnité, une partie au moins de la commission que les Bureaux permanents ou les maires percevaient.

« Mais sourd à toutes les requêtes, le Gouvernement continue à considérer la corporation des courtiers en farine comme n'étant d'aucune utilité, bien qu'elle ait offert gratuitement, depuis 1915, à plusieurs reprises, ses bons offices, en démontrant qu'elle pourrait rendre des services incontestables, car il ne faut pas confondre le rôle de « courtier » avec celui de l'« intermédiaire ».

« La Corporation des courtiers en farine estime que cet état de choses ne peut durer davantage.

« La Corporation des courtiers en farine ne comprend pas qu'elle ne soit pas traitée par le ministre du Ravitaillement, sur le même pied que les autres courtiers en huiles, graines oléagineuses, semoules, qui ont obtenu du Gouvernement le courtage d'usage, ou que les courtiers en farine de certains départements tels que les Pyrénées-Orientales, la Loire, la Corse, etc., auxquels les préfets ont accordé un franc par balle.

« Nous savons que plusieurs groupements ont déjà obtenu satisfaction de MM. les préfets, notamment dans le Var.

« Nous estimons, d'autre part, qu'il serait équitable d'attribuer aux courtiers, représentants et placiers en farines et semoules d'avant-guerre, une indemnité sur toutes les quantités de farines et de semoules livrées par le Ravitaillement. »

LA POLITIQUE RUSSE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS

Au cours des débats qui ont eu lieu hier à la Chambre des Communes sur une demande de crédits s'élevant à 118 millions de livres sterling pour les services de la guerre, la politique du gouvernement britannique en Russie a été discutée.

Le colonel Wedwood, en demandant une réduction de 15 millions de livres sterling, a dit que cette somme représentait un dernier cadeau fait au général Denikin ou au général Youdenitch. Selon lui, le résultat de la politique britannique à l'égard de la Russie est de faire de la Russie l'ennemi de l'Angleterre.

Le colonel Ward, qui revient de Russie, s'étonne de ce qu'il vient d'entendre. Ses instructions étaient de faire bien comprendre que la présence des troupes britanniques en territoire russe ne devait pas être considérée comme un acte hostile, qu'elles étaient là comme amies et non comme ennemies. Il ajoute que l'amiral Kolitch est l'homme capable de sauver la Russie, et qu'il aurait dû recevoir l'appui de tout citoyen démocratique britannique.

Ensuite, le colonel Malone vient dire qu'il a discuté la question de paix avec les chefs du gouvernement des soviets et qu'il croit à la possibilité de convoquer à une conférence de paix les factions qui se font la guerre en Russie, et de cette façon mettre fin à cette horrible orgie de sang et de mort.

M. Winston Churchill défend la politique du gouvernement en Russie. Il dit que c'est une illusion complète de croire que le parti travailliste représente la grande masse du peuple dans sa façon de voir sur la Russie. Tous les actes du gouvernement britannique en ce qui concerne la Russie ont été accomplis d'accord avec les autres grandes puissances ayant pris part à la guerre. Les effectifs britanniques engagés étaient moindres que ceux des Etats-Unis, de la France et du Japon. L'Angleterre a fourni de grandes quantités de munitions à la Russie, mais la France et les Etats-Unis ont fait de même.

Le ministre refuse aux bolcheviks le titre de représentants de la Russie. Les Allemands ont envoyé Léline en Russie avec l'intention déplorables de faire tomber cette puissance et ils ont réussi. La Russie est tombée très bas et les alliés ont souffert avec elle.

M. Churchill rectifie ensuite le chiffre de 115 millions de livres sterling comme représentant le montant des dépenses faites par la Grande-Bretagne pour la Russie cette année. Ce montant n'est que de 45.500.000 livres sterling, dont 28 millions en espèces et le reste en matériel et approvisionnements.

En terminant, le ministre déclare que la Grande-Bretagne s'efforcera de faire établir en Russie un système de gouvernement largement démocratique et d'empêcher dans toute la mesure du possible la Russie de se jeter dans les bras de l'Allemagne.

La proposition de réduction des crédits est repoussée par 251 voix contre 52.

La reconstitution des voies de communication dans les régions libérées

M. Claveille, ministre des Travaux publics, vient de déposer son rapport sur la situation, au 1er novembre, des travaux de reconstitution des voies de communication dans les régions libérées.

Nous extrayons de ce document les quelques renseignements qu'on va lire :

Sur le réseau du Nord, la situation n'a pas changé depuis le 1er octobre, si ce n'est activement l'amélioration des lignes rétablies souvent avec un matériel hétérogène ; ces travaux de substitution de matériel et de révision générale, permettront d'augmenter progressivement la vitesse des trains et de revenir au régime normal dans un délai de quelques mois.

En même temps, les gares sont complétées ou agrandies pour faire face au trafic sans cesse croissant, suivant un programme d'ensemble.

Le nombre de kilomètres de voie restant à mettre en exploitation se réduit à 15 kilomètres de lignes à double voie et 12 kilomètres de lignes à voie unique. Ce sont de courts tronçons coupés par des ouvrages d'art importants dont la reconstruction est en cours.

Au 1er octobre, il restait deux gares à remettre en exploitation ; actuellement toutes les gares sont rouvertes avec une capacité suffisante pour le trafic actuel.

Dans le courant du mois d'octobre, 49 ouvrages d'art ont été terminés, ce qui porte à 256 sur 601, le nombre de ponts rétablis à titre définitif ; la reconstruction des autres ouvrages d'art se poursuit normalement, les seuls retards qui se produisent proviennent uniquement de la situation de l'industrie métallurgique et de la difficulté que le réseau rencontre dans la construction en France des tabliers métalliques.

Cinq tunnels étaient détruits, quatre sont actuellement rétablis (Vierzy, Vauxaillon, Guise et La Férée), le cinquième (tunnel de Folembroy), est déblayé.

Sur le réseau de l'Est, la situation s'améliore.

Pendant le mois d'octobre, 47 kilomètres de lignes à double voie ont été remis en état (à une ou deux voies) et 30 kilomètres de ligne à voie unique ont été réparés ; toutes ces lignes ont été immédiatement remises en exploitation.

Au 1er novembre 1918, les lignes à double voie à rétablir avaient une longueur de 920 kilomètres, 836 kilomètres sont actuellement réparés, pour les lignes à voie unique, les longueurs respectives aux mêmes dates sont 204 et 197 kilomètres.

Au 1er novembre, il reste donc à remettre en service :

94 kilomètres de lignes à double voie, 7 kilomètres de lignes à voie unique.

Du 1er novembre au 10 novembre, 36 kilomètres de lignes nouvelles seront remises de nouveau en exploitation et avant la fin de novembre, ce chiffre sera porté à 60 kilomètres.

Les nouvelles gares remises en services pendant le mois d'octobre, sont au nombre de quatorze ; avant le 10 novembre, trois nouvelles gares seront ouvertes et cinq autres dans la seconde quinzaine de novembre ; à la fin de ce mois, il ne restera que deux gares à remettre en exploitation normale.

25 passages inférieurs au-dessus de 4 mètres ont été rétablis, ce qui porte à 46 sur 214 le nombre des ponts rétablis à titre définitif ; en outre, 16 ouvrages au-dessus de 4 mètres et un passage supérieur ont été reconstruits ; 5 tunnels ont été ouverts à voie unique, la réfection des maçonneries pour la double voie se poursuit.

En même temps que le réseau poursuit ses travaux de reconstruction, les sapeurs de chemins de fer lancent de nouveaux ponts démontables, aussitôt que la reconstruction des appuis le permet, ce qui activera la remise en exploitation complète du réseau.

Le pont de Guignicourt va être terminé et la liaison Laon-Reims pourra être assurée dans les premiers jours de novembre.

Voies navigables

Les travaux de remise en état des voies navigables se sont poursuivis durant le mois d'octobre avec la même activité que les mois précédents.

Canaux du Nord et du Pas-de-Calais. — Sur les 367 kilomètres de canaux ou rivières rendus inutilisables au moment de l'armistice, 100 kilomètres seulement restent à remettre en service au 1er novembre.

Les seules voies navigables sur lesquelles la circulation normale n'est pas encore possible à cette date sont les suivantes :

Canal de Roubaix. — Navigation rétablie seulement entre Marquette et Roubaix.

Scarpe inférieure. — Sauf retards imprévus, la reprise de la navigation aura lieu dans le courant de novembre.

Scarpe supérieure. — La remise en service est subordonnée à la pose de 18 portes d'écluses, dont on attend l'arrivée à pied-d'œuvre.

Lys canalisée. — Entre Merville et Comines la navigation est rétablie avec un tirant d'eau de 1 m. 20.

De Merville à la frontière, la circulation sera rétablie dans la première quinzaine de novembre.

Canaux d'Hazebrouck. — La navigation ne sera rétablie qu'en décembre 1919 sur la Bourre.

Escaut, du Bassin-Rond à Valenciennes. — Cette voie sera remise en service vers la fin de l'année.

Ligne de l'Aisne. — La navigation est possible jusqu'en aval de l'écluse de Berry-au-Bac.

La Confédération du commerce des boissons

La seconde journée du Congrès a été consacrée à la discussion des rapports. L'Assemblée a notamment adopté ceux de M. Collet, de Lyon, tendant à ce que les élections aux tribunaux de Commerce aient lieu au scrutin de liste et qu'en cas de faute simple, le failli conserve ses droits civils ; de M. Pradel, au nom de l'Union syndicale des débitants de la Seine, réclamant la suppression de la licence et s'opposant à toute augmentation des droits sur l'alcool ; de M. Lévi, au nom de l'Union syndicale des restaurateurs et limonadiers de la Seine, demandant la suppression des restrictions de toute nature ; de M. d'Audoubert, de Marseille, en faveur de l'abrogation de la loi prohibant la fabrication de la vente de l'absinthe ; de M. Delannoy, de Lille, au nom de la Confédération, invitant la prochaine Chambre à voter l'amnistie pour tous les délits sauf en cas de récidive ; de M. Fontan, de Bordeaux, tendant à ce que les ventes de vins se fassent directement au producteur au commerçant patenté et que les achats sur souches soient rigoureusement interdits.

Il a été procédé au renouvellement du bureau de la Confédération, qui a été ainsi composé : président, M. Gambade, d'Arcaçhon ; vice-président général, M. Fabre ; secrétaire général, M. Avisse ; trésorier général, M. Hourmon, de Paris.

USINES

La Vie sociale

Les grèves des Grands Magasins

La journée d'hier fut très mouvementée. Les grévistes des Galeries Lafayette et du Bon Marché se livrèrent, tant devant ces grands magasins que dans les grandes artères de la Capitale, à des manifestations assez bruyantes qui nécessitèrent l'intervention de la police. Il y eut quelques charges et plusieurs bagarres. Sur treize arrestations opérées, trois ont été maintenues.

Dans les usines électriques de banlieue

Les ouvriers de huit usines de production électrique et ceux de l'Air Comprimé ont tenu une assemblée générale à la Bourse du Travail pour obtenir la réalisation des revendications qu'ils ont présentées. En l'état, ils ont décidé de recourir à la grève. Un Comité a été formé de suite et chargé de demander, dès aujourd'hui, au Gouvernement son intervention afin d'éviter un conflit suscité par les réponses négatives qu'ils ont reçues de la Chambre syndicale patronale au sujet des revendications présentées il y a trois mois visant l'assimilation du personnel de ces usines aux ouvriers de la Ville de Paris.

Les cheminots du P.-L.-M.

Dans leur dernière réunion, les cheminots du P.-L.-M. ont discuté à nouveau sur l'amnistie et la révolution russe, puis ils ont voté un ordre du jour dans lequel ils se déclarent prêts à mener toute l'action nécessaire pour obtenir un relèvement de salaires et arrêter l'action gouvernementale.

Mouvement dans la batellerie

Le Syndicat général de la marine fluviale paraît disposé à déclencher, sous peu, une grève générale sur les canaux et les rivières afin d'obtenir pour ses membres des améliorations de travail et de salaires.

Des pourparlers antérieurs entre les sections de la batellerie, les Compagnies de transports et les Pouvoirs publics n'ayant jamais abouti, jusqu'ici, des réunions ont été tenues à Rouen, Lyon, Paris, Laroche, Comblains, afin de prendre des mesures propres à les forcer à entendre les intérêts.

C'est ainsi que dans les sections précédentes il a été décidé que l'application de la journée de huit heures serait appliquée sans en référer aux Compagnies et qu'une grève générale de toute la navigation intérieure serait déclenchée à une date choisie. Cette grève aggraverait singulièrement la grève des transports.

Le personnel municipal

La Commission du Personnel s'est réunie sous la présidence de M. Georges Lemarchand. Elle a adopté les mesures ci-après :

1° Allocation d'une indemnité de résidence égale à celle que l'Etat a accordée à son personnel habitant le département de la Seine.

2° Attribution au personnel hospitalier et assimilé d'avantages hiérarchiques identiques à ceux accordés par la Ville au personnel de service, appariteurs, brigadiers et brigadiers-chefs.

3° Mise au point des traitements du personnel du Laboratoire Municipal.

4° Rappel au 1er juillet 1919 de la mesure relative à l'augmentation des heures supplémentaires.

A Marseille

La grève des ateliers du P.-L.-M. s'est terminée par un référendum qui a donné

Canal de la Somme. — Ce canal est ouvert à la navigation sur toute sa longueur depuis le 6 octobre, mais le tirant d'eau n'atteint encore que 1 m. 40 à 1 m. 50 de Ham à Corbie.

Canal de l'Est (B. Nord). — La navigation est rétablie sur le canal à l'enfoncement de 1 m. 80 jusqu'à Verdun et à l'enfoncement de 1 m. 60 en aval de cette ville. Des travaux de parachèvement sont actuellement en cours, en vue de porter le tirant d'eau à 1 m. 80 dans cette section.

Canal de l'Aisne à la Marne. — 1° De Condé à Reims — la navigation sera reprise incessamment à la suite du chômage actuellement en cours ; 2° de Reims à Berry-au-Bac — l'importance des travaux restant à exécuter dans cette section, ne permet pas encore de fixer la date de leur achèvement.

Canal des Ardennes. — L'importance des travaux à exécuter ne permet pas d'escompter la reprise de la navigation avant la fin de l'année.

La Confédération du commerce des boissons

La seconde journée du Congrès a été consacrée à la discussion des rapports. L'Assemblée a notamment adopté ceux de M. Collet, de Lyon, tendant à ce que les élections aux tribunaux de Commerce aient lieu au scrutin de liste et qu'en cas de faute simple, le failli conserve ses droits civils ; de M. Pradel, au nom de l'Union syndicale des débitants de la Seine, réclamant la suppression de la licence et s'opposant à toute augmentation des droits sur l'alcool ; de M. Lévi, au nom de l'Union syndicale des restaurateurs et limonadiers de la Seine, demandant la suppression des restrictions de toute nature ; de M. d'Audoubert, de Marseille, en faveur de l'abrogation de la loi prohibant la fabrication de la vente de l'absinthe ; de M. Delannoy, de Lille, au nom de la Confédération, invitant la prochaine Chambre à voter l'amnistie pour tous les délits sauf en cas de récidive ; de M. Fontan, de Bordeaux, tendant à ce que les ventes de vins se fassent directement au producteur au commerçant patenté et que les achats sur souches soient rigoureusement interdits.

Il a été procédé au renouvellement du bureau de la Confédération, qui a été ainsi composé : président, M. Gambade, d'Arcaçhon ; vice-président général, M. Fabre ; secrétaire général, M. Avisse ; trésorier général, M. Hourmon, de Paris.

USINES

La Vie sociale

Les grèves des Grands Magasins

La journée d'hier fut très mouvementée. Les grévistes des Galeries Lafayette et du Bon Marché se livrèrent, tant devant ces grands magasins que dans les grandes artères de la Capitale, à des manifestations assez bruyantes qui nécessitèrent l'intervention de la police. Il y eut quelques charges et plusieurs bagarres. Sur treize arrestations opérées, trois ont été maintenues.

Dans les usines électriques de banlieue

Les ouvriers de huit usines de production électrique et ceux de l'Air Comprimé ont tenu une assemblée générale à la Bourse du Travail pour obtenir la réalisation des revendications qu'ils ont présentées. En l'état, ils ont décidé de recourir à la grève. Un Comité a été formé de suite et chargé de demander, dès aujourd'hui, au Gouvernement son intervention afin d'éviter un conflit suscité par les réponses négatives qu'ils ont reçues de la Chambre syndicale patronale au sujet des revendications présentées il y a trois mois visant l'assimilation du personnel de ces usines aux ouvriers de la Ville de Paris.

Les cheminots du P.-L.-M.

Dans leur dernière réunion, les cheminots du P.-L.-M. ont discuté à nouveau sur l'amnistie et la révolution russe, puis ils ont voté un ordre du jour dans lequel ils se déclarent prêts à mener toute l'action nécessaire pour obtenir un relèvement de salaires et arrêter l'action gouvernementale.

Mouvement dans la batellerie

Le Syndicat général de la marine fluviale paraît disposé à déclencher, sous peu, une grève générale sur les canaux et les rivières afin d'obtenir pour ses membres des améliorations de travail et de salaires.

Des pourparlers antérieurs entre les sections de la batellerie, les Compagnies de transports et les Pouvoirs publics n'ayant jamais abouti, jusqu'ici, des réunions ont été tenues à Rouen, Lyon, Paris, Laroche, Comblains, afin de prendre des mesures propres à les forcer à entendre les intérêts.

C'est ainsi que dans les sections précédentes il a été décidé que l'application de la journée de huit heures serait appliquée sans en référer aux Compagnies et qu'une grève générale de toute la navigation intérieure serait déclenchée à une date choisie. Cette grève aggraverait singulièrement la grève des transports.

Le personnel municipal

La Commission du Personnel s'est réunie sous la présidence de M. Georges Lemarchand. Elle a adopté les mesures ci-après :

1° Allocation d'une indemnité de résidence égale à celle que l'Etat a accordée à son personnel habitant le département de la Seine.

2° Attribution au personnel hospitalier et assimilé d'avantages hiérarchiques identiques à ceux accordés par la Ville au personnel de service, appariteurs, brigadiers et brigadiers-chefs.

3° Mise au point des traitements du personnel du Laboratoire Municipal.

4° Rappel au 1er juillet 1919 de la mesure relative à l'augmentation des heures supplémentaires.

A Marseille

La grève des ateliers du P.-L.-M. s'est terminée par un référendum qui a donné

312 voix pour la reprise du travail contre 48 pour la grève.

A Lyon

Le lock-out du bâtiment semble s'achever vers sa fin. Une transaction est étudiée.

M. Herriot recherche les moyens d'un arbitrage pour la grève du textile.

Les mineurs américains

Le Gouvernement a rejeté la proposition des mineurs tendant à la reprise du travail après le retrait de l'injonction gouvernementale, le conflit du charbon paraît de nouveau sans issue.

Selon l'atorney général, la grève étant illégale, les tribunaux seront saisis et c'est cette menace qui a rompu les négociations.

Le Gouvernement maintient formellement ses intentions et se prépare à une longue résistance.

Le lock-out de Barcelone

Le Comité de la Fédération patronale a décidé d'étendre le lock-out à toute la Catalogne, à partir de lundi prochain.

Le chômage augmente dans les docks. Le lock-out va s'étendre aux industries textiles.

Les patrons se montrent intransigeants. Les syndicats ouvriers recommandent le calme.

Nouvelles brèves

Le Conseil de guerre examine aujourd'hui le cas du capitaine Sadoul. On se demande si la défense sera admise à la barre.

Les Cinq ont arrêté les instructions de la mission Niessel, qui a quitté Paris hier soir, à destination de Riga et Mitau.

La Société des Nations se réunira à Paris. M. Wilson a choisi notre capitale de préférence à Londres, que proposaient les Anglais.

Au Petit-Palais a eu lieu hier l'inauguration de l'exposition des vitraux anciens des églises Saint-Etienne-du-Mont, Saint-Germain-l'Auxerrois, Saint-Gervais, Saint-Nicolas et Saint-Severin, qui furent mis au lieu sûr hors du bombardement de Paris.

M. Cluzel, juge d'instruction, a entendu M. Eugène Gilbert, directeur du Comptoir du ferro-carbon, qui a confirmé les termes de sa plainte en trafic d'influence contre M. Pral, député.

En Alsace, M. Clemenceau visite les pays occupés par nos troupes.

L'inspecteur Bertin a tenu sa promesse et capturé sans peine, à Evreux, le coupable enfant — il a seize ans — que le collier gréco-parthe avait tenté.

Sir William Good a invité les secrétaires d'Etat au Ravitaillement et à l'Administration sociale à faire aujourd'hui avec lui une tournée d'inspection des organisations de secours pour les enfants de Vienne.

Par 41 voix contre 26, le Sénat américain a rejeté la motion déposée par le sénateur Lodge et tendant à faire disparaître des clauses du Traité de paix celle concernant le Chantoung.

Le président de la République a quitté Paris dans la matinée d'hier, se rendant à Bar-le-Duc, pour assister aux obsèques de M. Jules Develle, sénateur de la Meuse.

Le Portugal, qui a mobilisé 200.000 hommes, dont les soldats se sont battus en France et en Afrique, a eu 8.367 tués ou disparus, soit 4,18 pour cent par rapport aux effectifs mobilisés, et 0,14 pour cent par rapport à la population.

TRIBUNAUX

Assurances terrestres. — Accidents.

Lorsqu'une clause de la police d'assurance oblige l'assuré à transmettre à l'assureur, dans les 48 heures, la déclaration du sinistre, cette stipulation ne peut jouer qu'autant que l'assuré a vraiment commis une omission et notamment qu'il a eu connaissance de l'accident.

Ainsi jugé récemment par la Cour d'Appel d'Aix :

« Attendu que la clause d'une police d'assurance qui oblige l'assuré à transmettre à l'assureur dans les 48 heures la déclaration du sinistre, avec l'indication des circonstances au milieu desquelles il s'est produit, est licite et obligatoire ; que l'assuré ne pourrait prétendre que l'infraction par lui commise à cette obligation n'a causé à l'assureur aucun dommage effectif ;

« Mais attendu que, pour que cette stipulation rigoureuse et qui intègre à l'assureur une véritable pénalité, puisse jouer, il faut que celui-ci ait vraiment commis une omission dans le sens qui a été donné à ce mot par les parties contractantes en en faisant une cause de déchéance ; qu'il ne peut pas en être ainsi quand il est démontré que l'assuré a ignoré l'accident ;

« Attendu qu'il est établi que ce n'est ni l'assuré, ni même un de ses ouvriers qui a été blessé, mais un tiers qui, tout d'abord, n'a formulé aucune plainte, et a continué à travailler ; que c'est seulement au jour où l'assureur de ce tiers a élevé une réclamation que R... et fils ont connu l'événement duquel pouvait naître leur responsabilité et qu'ils n'ont, à leur tour, donné aussitôt avis à la Compagnie qui garantit leurs risques ; qu'ils n'ont ainsi point encouru la déchéance prévue à l'article 4 de leur police ».

HIPPISME

Demain, à 1 h. 30, courses à Saint-Cloud. Nos pronostics : Prix de Sannois : Analyse, Meadow Sweet. Prix Chêne-Royal : Sund'Or, Chamade. Prix de Meulan : Le Dammé, La Son-nambule. Prix Richelieu : Banica, Cri du Coeur. Prix de Malidor : Biskra, Saint-Ymas. Prix de Castillon : Tricolore, Rose Grise.